

In memoriam

In memoriam : Mario Andrione

C'était Mario

Claude Nigoul

Conseiller spécial du Centre international de formation européenne. Ancien directeur de l'Institut européen des hautes études internationales.

Si cet hommage peut aujourd'hui paraître dans les pages de *l'Europe en Formation* c'est, pour beaucoup, à Mario Andrione que nous le devons. Pendant les vingt années où il exerça le pouvoir, d'abord en tant qu'assesseur à l'Instruction publique de la Région autonome de la Vallée d'Aoste, puis comme président du Gouvernement régional, il fut, dans les différentes passes difficiles que le CIFE traversa dans cette période, le protecteur providentiel qui permit de surmonter les difficultés financières au prix, parfois, de son engagement personnel. Comment oublier, ainsi, cette démarche effectuée par Alexandre Marc, alors directeur général du CIFE, auprès du dirigeant d'une des plus grandes entreprises industrielles italiennes, pour solliciter un prêt indispensable à la survie du CIFE, et auquel ce dirigeant, méfiant quant aux possibilités de remboursement, ne voulut consentir que contre caution. Mario Andrione alors, sans hésiter, accepta de la fournir en engageant la totalité de ses biens personnels? Comment, de même, oublier le combat politique incessant qu'il dut livrer pour assurer la pérennité du financement du Collège universitaire d'études fédéralistes qu'il avait grandement contribué, auprès de son ami Corrado Gex, à installer, dès 1961, dans sa chère Vallée?

Car Mario Andrione, Valdôtain de chair et d'âme, était un fédéraliste de constitution. Pour sa vallée, vieille terre historiquement savoyarde et, pour lui, indûment rattachée à l'Italie, il n'y avait d'espérance que dans la réalisation d'une pleine et véritable autonomie, bien au-delà du statut spécial dont elle bénéficiait

depuis les lois constitutionnelles de 1947. Dans ce dernier, il ne voyait qu'un leurre que le gouvernement abhorré de Rome s'ingéniait à vider de contenu par les politiques économiques, sociales et, surtout, culturelles mises en œuvre pendant la période fasciste et poursuivies doucereusement par la République.

Par-dessus tout c'est la langue qu'il voulait préserver de la submersion que représentaient toutes les immigrations allogènes. Celles de main-d'œuvre, des Siciliens, Calabrais ou Vénitiens, installés pour assurer le fonctionnement d'une industrie sidérurgique artificiellement établie dans la Vallée dans le seul but de les attirer. Celles du tourisme, piémontais ou lombard, persillant la montagne de résidences secondaires et investissant dans des stations de ski préfabriquées, en rupture avec l'habitat traditionnel et défigurant les paysages. Allogènes, car cette immigration italophone supplantait insidieusement la pratique du français et, plus encore, celle du patois franco-provençal des origines, parlé par les Valdôtains de souche.

Dans le fédéralisme intransigeant d'Alexandre Marc et dans les systématisations ethniques de Guy Héraud, il avait trouvé les références théoriques qui légitimaient son combat et lui fournissaient les outils conceptuels et rationnels qui le galvanisaient. C'est ainsi qu'il devint aussi fédéraliste de cœur.

Viscéralement attaché à sa « petite patrie », à sa Vallée, à ses montagnes, Mario était tout sauf le rustaud illuminé et mal dégrossi que pouvait laisser imaginer son engagement sans concession pour la défense d'une espèce en voie de disparition, vouée aux « poubelles de l'Histoire » chères à ses adversaires progressistes. Ce géant, qui n'était débonnaire qu'avec ses amis, voyait bien plus loin que les sommets alpins qui enserraient son pays. Fédéraliste valdôtain certes, mais aussi fédéraliste européen car, il le savait, cette large autonomie nécessaire à la sauvegarde de sa langue, de ses paysages, de ses traditions, de cette âme valdôtaine que corrompait la politique romaine, seule la fédération européenne pouvait en assurer la réalisation et en garantir la protection. Du moins, le croyait-il...

Celui qu'on qualifiait, avec la morgue des importants et la condescendance des intellos, de « campaniliste », était un homme de rare culture, féru de philosophie – admirateur de Kant au grand dam d'Alexandre Marc – comme de littérature, déclamant de mémoire des pages entières de Gargantua qu'il appréciait tout particulièrement... peut-être pour des raisons d'affinité morphologique. Mais c'était surtout la musique classique qui enchantait son quotidien. L'opéra était, une passion. D'abord celui de Wagner, ce qui nous valait des joutes interminables quand je défendais, contre lui, celui de Mozart. Mais aussi l'opéra italien – et, là, il oubliait ses préventions politiques – pour se pâmer en entendant les neuf contre-ut de Luciano Pavarotti chantant Tonio dans *La fille du régiment*.

Cette force de la nature, n'aimait rien tant que régaler ses amis autour d'une table abondamment fournie de plats roboratifs - la cuisine valdôtaine ne pêche

pas par son excès de légèreté – dans lesquels il piochait avec ardeur, les arrosant de vins dont il était un réel connaisseur préférant, toutefois, plutôt que les déguster avec modération et du bout des lèvres, les boire « à larges et horribles goulées » en hommage, sans doute, à son Gargantua.

Cet homme exceptionnel avait des ennemis en conséquence. Non par leur dimension mais par leur vindicte et leur ténacité. Les nationalistes de toutes farines, bien sûr, enragés de ce combat conduit contre les valeurs sacrées de l'unité italienne. Et les juges rouges étaient de ceux-là. Ce sont eux qui eurent raison du Don Quichotte des montagnes, sans lésiner sur les moyens. Invoquant, dans le cadre d'une invraisemblable machination, les procédures d'exception des lois anti-mafia en vigueur dans l'Italie des années 80, ils tentèrent de l'embastiller. Averti à temps par un ami bien placé et compatissant, Mario put, in extremis, passer la frontière et se mettre à l'abri à Nice où il savait trouver l'asile de ses amis fédéralistes. Son exil y dura quatre ans qu'il passa à dévorer la bibliothèque de grande richesse littéraire d'une vieille dame lettrée, rescapée d'Auschwitz, qui s'y connaissait en matière de persécution et l'avait accueilli en compagnon d'infortune. Ses proches venaient régulièrement lui apporter réconfort et subsides. Ceux qu'il comptait sur place le réchauffaient de leur amitié. Finalement, le mandat d'arrêt lancé par la justice italienne et bloqué par les autorités françaises fut exécuté après un laborieux marchandage au plus haut niveau des deux gouvernements de Paris et de Rome. À la frontière, la police transalpine l'attendait. On le mit en prison pour quelques mois avant un passage en justice sous l'inculpation de malversations administratives commises dans sa fonction de président. Il fut condamné. Mais au terme d'un arrangement tel qu'on en a le secret sur les bords de la Méditerranée, Mario fut « pardonné » officiellement et donc dispensé de l'exécution de sa peine.

La justice, elle, ne pardonne pas. Sa victoire n'était pas complète. Elle la paracheva en poursuivant l'exécution des sanctions financières qui n'avaient pas été « pardonnées », et s'élevaient à des sommes astronomiques que le malheureux était bien en peine de régler. Sa vie ne fut plus, dès lors, qu'une interminable retraite parsemée d'escarmouches judiciaires et d'acrobaties administratives qu'il pilota tant bien que mal en ayant repris sa profession d'avocat. Finie la politique car la place qu'il avait quittée était reprise et bien tenue par d'autres qui n'avaient aucune envie de la lui rendre. Restaient la philosophie, la littérature et la musique. Une vie tourmentée, du bruit, de la fureur mais l'exaltation d'un juste combat, des victoires et des défaites et puis, peut-être la sérénité. Une belle vie en somme. Il vient de la quitter. Nous sommes tristes.

Claude Nigoul